Le Croisic et les étrangers à la fin du Moyen Âge : les attirer, s'en protéger

Alain Gallicé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/997>

DOI : 10.4000/abpo.997

ISBN : 978-2-7535-1517-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 avril 2010

Pagination : 61-74

ISBN : 978-2-7535-1146-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Alain Gallicé, « Le Croisic et les étrangers à la fin du Moyen Âge : les attirer, s'en protéger », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 117-1 | 2010, mis en ligne le 20 avril 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/997> ; DOI : 10.4000/abpo.997

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Presses universitaires de Rennes

Le Croisic et les étrangers à la fin du Moyen Âge : les attirer, s'en protéger

Alain Gallicé

- ¹ Principal port du pays guérandais¹, Le Croisic en est un des ports du sel. Si la présence étrangère pour l'enlèvement du sel n'a pas l'importance que l'on constate en baie de Bourgneuf, la fréquentation étrangère n'est pas absente et les Croisicais s'efforcent de la renforcer en obtenant du duc des privilèges fiscaux. Le Croisic dispose également d'une flotte importante aux capacités variées qui diffuse le sel du pays guérandais, surtout vers l'Angleterre, et est engagée dans le commerce roulier, en particulier du vin, avec les ports de la façade atlantique. Pour les Croisicais de tels trafics sont sources de contacts qu'ils s'efforcent de développer en établissant des réseaux. Cependant, si on cherche à attirer ceux « d'ailleurs », ils peuvent en temps de guerre représenter un danger dont il faut se protéger, ou, en temps de paix, constituer des concurrents que des mesures prises par les autorités duciales peuvent paraître favoriser, et contre lesquelles les Croisicais peuvent réagir par la violence. Étudier la présence des étrangers², à partir de l'exemple du Croisic, implique de s'interroger sur la façon dont ils sont perçus, sur les tactiques mises en œuvre pour les attirer, sur leur présence, et comment on s'emploie parfois à s'en protéger.

La notion d'étranger

- ² En 1420, d'après les « hommes et subgiz, les manans et habitans [du] païs et terrouer de Guerrande », afin d'édifier une forteresse en l'« isle de Baz » (en fait au Croisic), Jean IV établit 60 ans auparavant une taxe portant sur chaque muid de sel, et se montant pour les gens du « terrouer » au vingtième de la valeur, alors que les « forains de notredit terrouer, tant de nostre duchié comme d'ailleurs » paient le dixième. Dans la suite des lettres patentes du 5 octobre 1420, ces « forains » sont désignés comme des « forains estrangers » ou des « marchans de toutes parties estranges et diverses³ ». L'« estranger »

est celui qui n'appartient pas au « païs et terrouer de Guerrande » : un « terrouer » est l'espace de projection d'une institution⁴, une circonscription administrative, celle de la sénéchaussée ducal de Guérande dans le cas présent. Par rapport au « terrouer », deux communautés commerciales se distinguent : les autochtones et les autres. Cependant, trois ensembles territoriaux sont déterminés : le « terrouer », le « duchié » et « ailleurs », cette dernière catégorie regroupant les régnicoles et les étrangers au sens actuel du mot.

- 3 Dans la pratique fiscale, de telles conceptions se traduisent par un double enregistrement. Source unique de ce type dans l'histoire médiévale du pays guérandais, le compte tenu par le receveur Jubin Regnaud⁵ comprend deux « menus des impositions et gabelles des entrees et issues dou sel, de blez, et vins et d'autres denrées es paroisses de Baz et de Guerrande », celui « des genz de hors » tenu entre le 15 novembre 1384 et le 26 janvier 1386 (n.s.) et celui « des genz doudit terrouer de Guerrande » tenu du 31 octobre 1384 et le 26 janvier 1386 (n.s.).
- 4 Pour les « gens de hors », leurs désignations associent, le plus souvent, un nom, parfois la mention de « mestre » du navire, le nom du navire et celui du port d'attache. Une seule fois, le pays d'origine est indiqué : « Louch [Looe] en Angleterre », d'autre part, par sept fois, des navires du « terrouer » sont déclarés « alant en Espagne ». Si parfois, des notations d'ordre géographique précisent l'« ailleurs », dans la presque totalité des cas celui-ci ne peut être reconnu que par l'examen des noms des ports d'attache. Ils sont désignés avec des orthographes qui sont des transcriptions phonétiques : « Louch » pour Looe, « Favie » pour Fowey, « Dartemue » pour Dartmouth, « Portemue » pour Pormouth, « Plemue » pour Plymouth, « Taiguemue » pour Teignmouth, « La Colorgne [ou] Coloigne » pour la Corogne, « Saint Andierre » pour Santander. Certaines nous demeurent incompréhensibles : « Huilcheniz », « Guichenese », « Trenardroiz », mais semblent désigner des ports étrangers. Londres est enregistré sous sa graphie française, sans doute en raison de sa notoriété.
- 5 Au total, en 1385, 16 navires originaires d'« ailleurs » conduits par des maîtres de navires étrangers apparaissent entre février et novembre mais surtout en mars ; 13 viennent d'Angleterre, de 10 ports différents situés surtout au sud-ouest de ce pays ; un de Bayonne ; un de Santander et un de Pollock (Hanse). Ils enlèvent 603 muids de sel, allant surtout vers l'Angleterre (424,5 muids), Santander (140) Bayonne (34) et Pollock (4,5). Ces relations sont le fait surtout de petits et moyens porteurs qui ne chargent apparemment que du sel. La moyenne des chargements s'établit à 37,6 muids dans une fourchette comprise entre 4,5 et 140 muids ; 8 navires emportant 20 muids ou moins, 5 de 21 à 50 muids et 3 plus de 50 muids (70, 90, 140 muids). Ajoutons un « vessel Saint Esprit » de la Corogne qui prend un bref de conduit, qui est sans doute le même navire qui, sous la dénomination de « neff », charge 100 muids de sel, appartenant au duc, pour une destination inconnue mais conduit par un maître de navire du « terrouer », Guillo Calon, il est enregistré avec ceux du « terrouer ».
- 6 La question des prix déclarés mérite examen. Parfois, ils sont conformes ou analogues à ceux relevés à la même date pour d'autres navires (7 février, 15 mars, 13 juillet, 17 septembre). Mais, le plus souvent, ils sont supérieurs à ceux que l'on relève pour les enlèvements de sel effectués tant par ceux du « duchié » que par ceux du « terrouer ». C'est le cas, entre le 28 mars et le 5 avril 1385, pour 9 cargaisons de sel, totalisant 370,5 muids, dont les valeurs déclarées s'échelonnent de 34 à 40 s, alors qu'auparavant on trouve des valeurs inférieures (25 s les 20 et 24 mars) ainsi qu'après (25 s le 5 avril, 24 s le 10 avril). Autres cas : 35 s pour 16 muids, contre 24 et 25 s les jours précédents et suivants

(avec une exception, 34 s) ; et le 4 novembre, 27 s pour 140 muids. Dans ce dernier cas, le surcoût (+ 68,75 %) est important, il se monte à 77 l et 5 l de taxes supplémentaires. Comment expliquer de tels prix ? Faut-il songer à des qualités différentes de sel ? Ou à des différences de lieu d'approvisionnement qui déterminent un supplément de frais de transport ? Les conditions d'achat ont pu être déterminantes, une demande exprimée relativement forte, à satisfaire dans des délais relativement courts, auprès d'un groupe de vendeurs peut-être restreint, a pu provoquer une tension sur les prix. Sans doute faut-il envisager encore que certains de ces acheteurs étrangers sont à même d'offrir un meilleur prix⁶ et que cette capacité étant connue, on a su en tirer parti. Sans doute encore convient-il d'envisager que l'achat passe par l'entremise d'un intermédiaire qui reçoit une commission ? Ces éléments d'explication pouvant se combiner et accentuer leurs effets.

- 7 Certains patronymes mentionnés parmi ceux du « terrouer » sont à relever : « Hervé de Bayone », « Jahan de Bayone », « Nicholas Navarre ». Dès la fin du XIII^e siècle, des Bayonnais ont affermé au duc de Bretagne les sécheries de poisson de la pointe Saint-Mathieu en Bretagne⁷, aussi, à la fin du XIV^e siècle, ces noms sont-ils plus révélateurs des zones de départ déjà anciennes que de zones d'arrivées récentes ; ils révèlent plus un brassage de population que des courants migratoires particuliers. Au total, en 1385, la présence des navires venus d'« ailleurs » est faible : 5,1 % des mouvements, 11,9 % des quantités emportées. Mais elle implique des clients capables de traiter à des prix intéressants. Aussi, les attirer est-il avantageux.

Attirer ceux « d'ailleurs »

- 8 Pour attirer une clientèle d'« étrangers » plusieurs démarches sont mises en œuvre ; elles s'appuient principalement sur une politique fiscale et la mise en place de réseaux.

La fiscalité

- 9 Dans un marché international du sel marqué par la concurrence, la question des droits d'issue est de première importance. Leur détermination relève de la puissance publique mais peut faire l'objet, à la suite à des demandes locales, d'aménagements qui constituent des privilèges octroyés par le prince à une communauté. Ces privilèges doivent être considérés comme une réponse à une prise en compte des données du territoire appréhendées par ses habitants, et, en cela, d'une certaine manière, comme un élément d'une « politique territoriale » sollicitée par les acteurs de ce territoire. Certes, l'expression doit être appréciée à l'aune du Moyen Âge, mais elle se justifie par ce qui est impliqué : appréciation d'une situation territoriale ; demandes en lien avec celle-ci ; engagement du pouvoir à appliquer des mesures prises, dont certaines favorisent directement ou indirectement des équipements⁸.
- 10 L'obtention de privilèges implique de convaincre la puissance publique de la nécessité de statuer. Traditionnellement, les arguments clés se fondent sur l'évocation d'une situation passée, réelle ou revisitée, tant « tout le Moyen Âge est traversé par la volonté de ne pas innover⁹ », et la démonstration que l'intérêt particulier dont on demande qu'il soit satisfait concourt au « bien public ». Selon les Guérandais, avant 1360, hormis les « coutumes anciennes qui encores y sont levées », le « terrouer » était « réputé [...] le plus franc port de toute la coste de la mer » et il « y habondoit » vaisseaux et marchands

« de toutes parties estranges et diverses ». La taxe établie en 1360 et maintenue jusqu'en 1420, alors que la fortification pour laquelle elle avait été établie était achevée, a eu pour résultat qu'ils ont gagné le « pays de la Baye » où « croist tres plus grant nombre de sel » que dans le pays guérandais, où se trouvent de « tres bons havres » et qui est « franc de charges et devoirs ». Selon les Guérandais, l'attractivité de la Baie tient d'abord à l'importance de sa production salicole, ensuite à sa capacité d'accueil des flottes et, enfin, au régime fiscal ; la présentation n'est en rien réductrice, la fiscalité n'est qu'un élément de valorisation des ressources d'un territoire.

- 11 En 1420, les Guérandais demandent le retour de l'ancien régime fiscal du « terrouer » : la « franchise desd. devoirs ». Selon eux, grâce à une telle mesure, les marchands seraient désireux de « venir et frequenter marchandement ou temps avenir ». L'intérêt public y trouverait son compte puisque le « terrouer » étant « meilleur et plus marchant », les « marchans frequentens led païs de la Baye y [apportant] pluseurs denrées et marchandise », gagneraient à nouveau le pays guérandais et le duc tirerait profit des profits des droits d'« entrées et issues » et des « breffs », profits dont il ne jouit pas en baie de Bourgneuf. Ainsi présentée, la demande doit rétablir au profit d'un territoire un courant commercial avantageux au bien public. Le sel n'est pas explicitement cité. Mais il est au cœur de la demande puisque la taxe décriée porte sur le sel. Il s'agit bien pour les Guérandais, par des conditions tarifaires plus favorables, d'attirer une clientèle venue d'« ailleurs » qui fréquentent la Baie.
- 12 Aux Guérandais, le duc accorde seulement que « les marchands forains » seraient désormais taxés au vingtième à l'image de ceux du « terrouer »¹⁰. À cela s'ajoutent des taxes portuaires locales comme celles des « anciennes coustumes, ventes et gardes des navires, barques, basteaux et ancrages », un droit de balisage au Pouliguen qui s'élève à 5 s sur chaque bâtiment ou barque à chaque entrée, mais 2 s 6 d pour les bâtiments qui n'ont pas de petits bateaux, et éventuellement des droits seigneuriaux¹¹. Comparativement cela, quel est le régime fiscal des étrangers ? L'imposition sur les sels de la « creue du terrouer » de Muzillac s'élève pour les forains au dixième¹². Dans la seigneurie de Rays, les droits ducaux d'issue ne s'appliquent pas, mais il existe une dîme seigneuriale qui se monte au vingtième du prix, à laquelle s'ajoutent certains droits seigneuriaux¹³. Les Marches communes bénéficient d'avantages fiscaux portant sur l'ensemble des finances extraordinaires¹⁴. Enfin la fiscalité des sels du Poitou et de Saintonge est redéfinie par une ordonnance du 1^{er} décembre 1383 ; la mesure déclenche une révolte à Noirmoutier¹⁵ ; le pouvoir royal réagit, ne laissant subsister que le droit du quart à chaque vente et revente, et ce droit est ramené à un demi-quart pour les roturiers vendant le sel de leurs propres marais¹⁶. Bourgneuf et Guérande disposent d'un avantage par rapport au Poitou.
- 13 Les mesures de 1420 ont-elles eu les effets attendus par les Guérandais ? L'attractivité de la Baie au cours du xv^e siècle demeure entière¹⁷. Toutefois, à partir du pays guérandais des navires bretons, en particulier de Saint-Pol-de-Léon, assurent en plus grand nombre des transports vers l'étranger (Angleterre, Flandre)¹⁸. Dans le « terrouer », ces avantages fiscaux sont bien perçus et on entend les conserver. Lorsque, entre octobre 1499 et octobre 1500, une taxation nouvelle de 5 s t par pipe de sel exporté de Bretagne, Poitou et Saintonge, sur les navires étrangers « seulement », est proposée afin de fortifier le port de Brouage, des objections s'élèvent. Elles sont exprimées par « plusieurs gens de bien du pays de Bretagne », en fait par les milieux nantais soucieux de leurs intérêts et de ceux des sels de Guérande. Les opposants soulignent que le devoir qui pèse sur leur sortie du

« terrouer de Guerrande et du Croisic » est « assez payé, car il y a assez d'autres subsides sur toutes marchandises au dit pays de Bretagne », toute augmentation portant en elle le risque que les « étrangers [...] délaissent quérir le sel¹⁹ ».

Les réseaux

- 14 « Ceux d'ailleurs » participent de la communauté commerciale. Des réseaux, que certaines indications révèlent, se tissent sans que l'on puisse préciser, dans le cas croisicais et en se plaçant en ce lieu, comment les choses se nouent et se jouent.
- 15 Le rapprochement a été fait entre les Bouchard du Croisic, dont sont issus Nicolas Bouchart, amiral de Bretagne, Jean Bouchart, qui, en 1390, passe contrat pour l'utilisation de la « barche » ducale, et encore un autre Jean Bouchard qui en 1407 reçoit congé pour livrer du sel en Normandie, et les Bouchard de Dieppe attestés dans cette ville dès 1383 et qui, en 1408-1409, servent d'hôtes à six Bretons sur onze ; mais seule l'homonymie suggère l'existence d'un réseau²⁰. En 1463, l'affaire des sauf-conduits²¹ révèle d'autres liens, des pratiques frauduleuses et parmi celles-ci une filière croisicaise. L'affaire éclate à la suite de l'interception au large de Guérande d'une flottille de cinq navires anglais par deux navires français armés en guerre, la *Grant Caravelle* de Saint-Gilles-sur-Vie et la *Carvelle* des Sables-d'Olonne où l'un des membres de l'équipage est Pierre Garcie. Gilles de Crésolles, un des secrétaires du duc, est trouvé en possession de 12 sauf-conduit « fenestrés » et 16 autres actes en blanc destinés à la rédaction des *vidimus*. Ces documents lui ont été remis le 9 juin 1463 par Jacques Raboceau, autre secrétaire ducal, Pierre Raboceau procureur ducal de Guérande, et oncle de Jacques, ayant fait figurer le sceau des actes du conseil sur les *vidimus*. L'enquête révèle un trafic où est impliqué le chancelier Guillaume Chauvin.
- 16 Les dépositions de trois Croisicais attestent que l'on peut également, au Croisic, acheter des sauf-conduits « tant fenestréz que blancs » et leur *vidimus* signé de Pierre Raboceau. Le trafic s'organise autour de Guillaume Jouan, lieutenant du capitaine du Croisic, et Alain Guillart, lieutenant de Pierre Raboceau en la « procuration de Guerrande ». Depuis deux ans, Guillaume Jouan contraint les Anglais venus au Croisic à remplacer leurs sauf-conduits obtenus de l'amiral de Bretagne dans le cadre de questions relatives à des marins prisonniers, par d'autres sauf-conduits, émanés de la chancellerie ducale. L'un des témoins, Denis Quelo, affirme qu'il a vu Guillaume Jouan en possession de 10 à 12 sauf-conduits « fenestréz », mais aussi de « vidimus », de « lettres de congé » également « fenestrez et scellez » pour aller en Angleterre et qui « en avoit de toutes sortes et que en telle façon [que ceux qui en] voudroient, il leur en bailleroit ». Un autre témoin, Jean Le Talruz, rapporte que Guillaume Jouan l'a « plusieurs requis et donné charge s'il venoit nulz Anglois en Guerrande de leur parler d'avoir des sauffconduiz du duc ». Le troisième témoin, Geffroy Marqueraye, déclare ignorer si de tels documents frauduleux ont été portés en Angleterre, mais rapporte avoir entendu dire « a aucuns marchans des parties de Guerrande [...] qu'ilz avoient veü en Engleterre plusieurs sauf conduit du duc de Bretagne pendant es fenestres pour vendre, dont ils s'en esmerveilloint et tenoient que s'estoient honte d'ainsy les y envoyer par ce que les Angloys disoient que le duc n'avoit de quoy vivre fors à leur vendre ses armes ». Le témoignage de Gilles de Crésolles donne corps au soupçon des enquêteurs en rapportant qu'à Plymouth, il a rencontré Yvon Le Bouteiller, « clerc » du guérandais Yvon Quelo, qui vendait des sauf-conduits « fenestrés » – au moins deux –, signés de Pierre Raboceau et scellés du chancelier.

- 17 Ajoutons qu'en évoquant la Baie, Gilles de Crésolles cite le nom de Rodrigo comme étant en relations avec des marchands de Bristol désireux de commercer avec la Bretagne ; il doit s'agir de Guillaume Rodrigo, de Bourgneuf, cité par ailleurs en 1466²² et dont les affaires en lien avec l'Angleterre ont « beaucoup d'ampleur²³ ». Ce nom se retrouve dans le pays guérandais : en novembre 1431, « Rodrigo du Croisic » passe le pont de Rieux avec une cargaison de sel²⁴ ; « Rodrigo de Guérande », est mentionné, le 30 avril 1456, lors une vente de six œillets de salines, il est l'époux de Theffaine Quelo²⁵, ce nom étant à rapprocher de celui d'Yvon Quelo indiqué par Gilles Crésolles dans sa déposition. C'est tout un réseau commercial en lien avec l'Angleterre qui se dessine, qui, en utilisant des sauf-conduits frauduleux, entend favoriser la venue des marchands anglais en Bretagne.
- 18 À d'autres réseaux participent des marchands non bretons établis au Croisic : bayonnais, comme Saubat de Lissaragua mentionné en 1475²⁶ ; espagnols, tel Allonso del Carralo (Alphonse de Careille) en janvier 1490²⁷ ; « yrlandais », le 31 janvier 1515²⁸. Les registres des baptêmes du Croisic portent mention de personnes des « parties d'Escosse » : le 14 octobre 1515, Jouan Maquitrec, marié à Étienne Vialt, la présence au baptême de leur fils de trois parrains et deux marraines dont « noble damoiselle » Aliette Droillart soulignant l'importance accordée à l'événement ; d'autres apparaissent comme parrains : le 26 novembre 1516, Jacques Brun ; le 7 février 1520, Louis Macchlanche et Thomas Tampion ; le 19 octobre 1527, Jacques Brandon de « Ybernia » ; et les 20 et 22 février et 14 août 1543, Jean Macclhanche, « Scotius et cyvis mercator ac Kercomby ». Relevons encore, le 18 juin 1534, Guillaume Ouiral de « partibuz Irlandie mercator » ; et sans indication d'origine, le 25 avril 1512, Jean Macmellen, dont la fille a comme parrain Jacques Bronn ; le 3 décembre 1540, Ferrandus Rodrigues désigné comme « honestius mercator » qui paraît espagnol ; et encore, le 3 janvier 1515, Jean Red époux de Jeanne Layec dont le fils a pour parrain, Jean Jouan, s^r de Ranzegat ; le 25 mai 1515 Robert Dighton ; et le 26 août 1529 Robert Scot. Pour ceux dont l'épouse est croisicaise, la parenté spirituelle des baptisés les relie à des personnages qui comptent dans la vie publique croisicaise, tel Jean Jouan. Les autres « comperes » étrangers sont parrains d'enfants dont les parents sont engagés dans des affaires maritimes et commerciales : Guillaume Le Roy, Jean Pean, Pierre Le Boteuc, Jean Portier, Michel Le Bihan, Yvon Tanguy. Lors de la naissance de garçons, ces étrangers, cités comme premier parrain, parfois lors d'une première naissance (Guillaume Le Roy, Jean Portier), sont associés à d'autres parrains issus de ce même milieu : Guillaume Le Poitevin, Étienne Bihan, Jean Le Sénéchal. Isabelle Loysel est citée à deux reprises comme marraine ainsi que Aliette Droillard, veuve d'Alain Quelo, dont le nom de famille rappelle l'un des protagonistes de l'affaire des sauf-conduits²⁹. Certes, ces « comperes » étrangers sont en nombre limité et chaque individu n'apparaît qu'une seule fois à ce titre (sauf pour Jean Macclhanche), mais le milieu social dans lequel ils s'inscrivent est homogène. Le parrainage crée un lien de « parenté », non seulement entre parrain et baptisé, mais également, dans les pratiques sociales, un lien de « compaternité » entre le parrain et les parents du baptisé ; il est « une forme du lien d'amitié ». Il ne peut que favoriser des relations et des protections dont on peut penser qu'elles peuvent trouver à s'exprimer dans chacun des pays dont sont originaires les uns et les autres³⁰.
- 19 Peut-on envisager une certaine intégration de ces étrangers ? Une lettre de rémission du 4 avril 1534 met en scène l'écossais Jean Tampion, dont le nom est à rapprocher de celui de Thomas Tampion précédemment cité. Le « gallion » de Jean Tampion ayant été pris sur mer et amené au Croisic, il est présent dans le pays guérandais en raison du procès

qu'il a engagé et afin de récupérer 50 l t qui doivent lui être payées par le coupable, en dédommagement. De Guérande, où l'argent devait lui être remis, il gagne la « maison » de Tréambert, ce qui évoque des relais, des appuis, des protections. Le lendemain de « Pasques fleuries », le s^r de Tréambert étant occupé, Jean Tampuson gagne une taverne au bourg de Mesquer, où il sait trouver un clerc, Guillaume Raoul, « qui alloit aux ordres à Nantes » et, à ce titre, capable de porter des « lectres ». La querelle éclate lorsque la femme du tavernier refuse d'accéder à la demande de l'Écossais de porter un « couple de pain blanc » au s^r de Tréambert en disant « je porteroys aussi bien à lui comme luy », à quoi l'Écossais réplique « ne scavoir faict pour ce qu'il avoit deux couillons au derrière », et la femme « je les te voudroys atachez aux yeulx pour te garer de la verolle ». Jean Tampuson, qui se « souvint » alors que la femme avait eu des enfants avant d'être mariée « ainsi qu'il avoit ouy dire », lui assène « que cestoit bien parlé pour une ribaude³¹ ». Outre l'apparente maîtrise de la langue³², la connaissance d'un fait qui a trait à la vie locale est à noter. Celle-ci est-elle le simple résultat d'une médisance distillée par un membre de la « maison » de Tréambert ? Ou plus profondément faut-il envisager une proximité, une certaine intégration que pourrait encore suggérer, durant la querelle, l'absence d'insultes mettant en cause l'origine nationale de Jean Tampuson ; à moins que ce dernier ait jugé bon de ne pas en faire état pour sa défense.

- 20 L'activité de ces réseaux exige que les courants d'échanges soient possibles ; aussi en temps de guerre a-t-on recours aux sauf-conduits, et, en temps de paix, réagit-on face aux mesures d'interdiction de commercer que prend le pouvoir à la suite de mauvaises récoltes : le 11 septembre 1514, le roi révoque les mesures prises le 9 août interdisant l'exportation des blés, sels et vins à partir de la Bretagne en raison des plaintes des marchands qui craignent que les étrangers désertent leurs ports et gagnent le Portugal, Lisbonne et « ailleurs où il y a habondance de sel³³ ».
- 21 Nul doute encore que l'aménagement du port et de la ville portuaire (quais, foires, marché, halles) participe de cette volonté d'attirer les étrangers et les possibilités de commerce qu'ils représentent en ces lieux³⁴.

Se protéger

- 22 Les zones littorales du « terrouer » de Guérande sont réputées « en lieux perilleux³⁵ », leurs « ports et havres de mer aisibles à descente des ennemis³⁶ ». Sur place, se protéger passe d'abord par des mesures militaires, la constitution de « bourse commune » et parfois par des révoltes urbaines en réaction à des décisions de justice qui paraissent favoriser des étrangers.

Les mesures militaires et la bourse commune

- 23 Nous ne reviendrons pas sur des mesures présentées par ailleurs³⁷. Rappelons simplement que la défense côtière s'appuie sur les fortifications du Croisic (château, quelques « murailles » et une porte), la présence d'un parc d'artillerie d'importance limitée, auxquels s'ajoute en 1561, la construction d'une tour de guet à la pointe du Croisic. Elle est encore assurée par un service de guet redevenu personnel en 1420.
- 24 En temps de guerre, la défense de la côte mobilise les populations constituées en milices assurant l'alerte (« faire feuz, fumees, son de campanes et autres signes ») et le cas

échéant intervenant militairement. Cette mobilisation n'exclut pas le recours aux autres moyens militaires du duché. La défense côtière peut trouver encore son prolongement dans des mesures de défense maritime (réquisition de navires et de leurs équipages). Le 5 octobre 1420, le duc accorde aux Croisicais la possibilité de faire « bourse commune » sur « eulx et leurs biens », afin de faire « poursuytes de leurs vesseaux, biens et marchandises des lieux où seront empeschez », c'est-à-dire afin de recouvrer, le cas échéant, navires et biens capturés à l'étranger³⁸. En 1485, cette mesure est confirmée par le duc³⁹. Le 15 juillet 1491, le roi, Charles VIII, précise et élargit les privilèges du Croisic ; pour la bourse commune, une taxe d'un denier par livre, *ad valorem*, soit 1/240^e, est à lever sur toutes les marchandises vendues ou déchargées en la paroisse de Batz [dont dépend Le Croisic] et sur celles qui ne font que transiter, sauf sur les blés, le beurre, le lard, les *chairs*, bois et fagots, fèves, poissons frais et vins du « creü » vendus au détail⁴⁰.

Les révoltes urbaines au Croisic en réponse des décisions qui paraissent favoriser les étrangers

- 25 En 1471 et 1540, Le Croisic est le théâtre de révoltes qui éclatent en réaction à des décisions de justice faisant suite à une prise de navires réputés ennemis par les Croisicais.
- 26 Comme ailleurs, en Bretagne ducale, le budget ne se préoccupe pas de défense maritime avant une date tardive. Les navires et combattants sont payés par le trésorier général sur le produit de la taxe du convoi, et ce n'est qu'à la fin du xv^e siècle que le duc se préoccupe d'acheter ou de faire construire de grosses unités. Aussi le duc, puis le roi ont-ils recours à la réquisition selon un système apparenté à la « retenue » connue pour les armées de terre et comportant un partage des prises en mer. Des efforts de réglementation, entrepris dès le xv^e siècle, ont fixé à la fin de ce siècle les règles concernant le droit de prise. Mais l'application de ces mesures se heurte à de nombreuses difficultés. Sur mer, en temps de guerre, le pavillon ne couvre pas la cargaison : celle-ci est réputée appartenir à un ennemi si elle est en provenance d'un pays avec lequel on est en guerre, même si elle est chargée sur un navire neutre ou allié ou encore appartenant à des compatriotes. Le fait que les marchands disposent souvent, pour se protéger, de sauf-conduits multiples, éventuellement truqués, autorise les attaquants à agir sans distinction de nationalité. La situation politique complexe connue par les proclamations officielles, le jeu des rumeurs, la mauvaise foi qui conduit à feindre d'ignorer les trêves, la contestation de la valeur des sauf-conduits et les dénonciations favorisent le passage à l'acte. Le fait encore que ce sont très souvent les mêmes navires et les mêmes armateurs, les mêmes ports qui peuvent selon les cas participer au commerce ou à des entreprises militaires contribue à donner aux actions maritimes des objectifs militaires mais également marchands, ce qui paraît permettre la poursuite d'activités commerciales, sous une autre forme, en temps de guerre. D'autre part, les difficultés à faire rendre la justice, ou pour le moins la lenteur de l'action de celle-ci et des commissions de réparations qui se mettent en place, sont autant de facteurs qui concourent à la pérennisation des abus, et atténuent l'effet dissuasif des sanctions, d'autant que la population peut faire bloc contre leur application⁴¹, comme c'est le cas au Croisic en 1471 et en 1540.
- 27 En 1471(?), Alain Bouchart et d'autres du pays guérandais – dont un Quelo – avec huit ou neuf « baleniers » armés en guerre s'emparent au large de Belle-Île de trois navires : une « escarraque », une nef d'Espagne affrétée par Ambrois Lomelin et André Spinolle génois installés à Nantes, et une « houlque ». Alain Bouchart s'enquiert de la présence d'Anglais

et de marchandises anglaises dans les navires avant de passer à l'attaque, cette présence justifiant l'entreprise comme une prise de guerre. L'opération réussie, les Croisicais gagnent Noirmoutier, un port non breton. Ils négocient la remise des navires contre une somme d'argent (3 000 saluts pour la « carraque » et 526 pour la houlque), sans doute afin de dissimuler la prise sous une vente fictive. Cependant, les victimes agissent sur un autre registre en portant l'affaire devant la justice ducal. Ils font valoir que les marchandises n'étaient pas anglaises, et donc qu'il ne s'agit pas d'une prise de guerre, et demandent qu'il soit « repparé l'exceis » et rendu les marchandises, ce qu'ils obtiennent. Le sergent d'armes ducal et Jean Sorel, serviteur d'André Spinolle, chargés de faire appliquer la décision de justice, se heurtent à des « forcennéz », le sergent est traité de « maulvese et traiteuse manière », et Jean Sorel est « battu et depouillé » de 10 écus, d'un signet d'or et d'un diamant valant 14 réaux⁴².

- 28 En 1540, commission est donnée à Marc de Carné, capitaine de Guérande, de procéder à l'exécution d'une sentence de saisie pour non paiement d'une somme de 1 500 l t « pour depredation faicte en mer de certain navire portugalois » prononcée contre des « maîtres et pilotes de navires et autres », Guillaume et Jean Bihan étant nommément désignés. Une première tentative avait échoué en raison d'une révolte : le sénéchal de Guérande, le procureur ducal, un greffier et quatre sergents chargés de saisir des biens avaient été empêchés de les acheminer à Guérande en raison d'un « grant nombre de gens », tant « hommes que femmes », dont la femme d'un des condamnés et sa sœur, un des hommes étant « abilléz en femmes ». Le nombre des émeutiers est évalué à 300 ou 400 « estant tant es maisons que parmy les rues », vociférant et criant « tue, tue ». Ils portèrent « plusieurs coups de baston et de pierres » et firent « plusieurs autres excès, insollances, forces, violances⁴³ ».
- 29 Ces révoltes sont les seules connues au Croisic durant cette époque. Leurs processus restent inconnus ainsi que les meneurs et les révoltés. Cependant, en 1540, la présence de femmes, en particulier celle de l'un des condamnés, donne à l'émeute un caractère populaire et en lien direct avec l'intérêt particulier d'un des membres de la communauté. Ces révoltes sont une réaction contre une décision de justice considérée comme allant à l'encontre des intérêts locaux et dans une affaire qui implique des étrangers. On peut penser qu'aux yeux des Croisicais la prise de guerre est justifiée par le caractère « ennemi » de leurs victimes, caractère qu'une décision de justice ne peut effacer. En temps de guerre, contre l'étranger et ses biens, le recours à la force est jugé légitime ; il l'est aussi contre une décision de justice considérée comme prise au détriment des intérêts locaux et au profit de l'étranger avec qui est en guerre.

•

- 30 Au Croisic, port du sel, la présence étrangère n'a pas l'importance qui est la sienne dans la baie de Bourgneuf. Mais, si l'on s'en tient aux prix pratiqués en 1384-1386, les étrangers sont une clientèle intéressante. Aussi s'efforce-t-on de les attirer par des avantages fiscaux et en tissant des réseaux. Rien ne nous renseigne sur des situations de concurrence, de tension ; au contraire, les parrainages et une lettre de rémission permettent de penser à une certaine intégration des étrangers. Cependant, la guerre fait apparaître l'étranger originaire d'un pays avec lequel les hostilités sont engagées comme un danger contre lequel il faut se protéger par des mesures militaires. La condition

d'ennemi justifie l'usage de la force contre lui, et également contre des décisions de justice jugées défavorables aux intérêts locaux et favorables à l'étranger.

NOTES DE FIN

1. GALLICÉ, Alain, *Guérande au Moyen Âge. Guérande, Le Croisic, le pays guérandais du milieu du XIV^e siècle au milieu du XVI^e siècle*, Rennes, PUR, 2003, p. 331-346.
2. MOAL, Laurence, *L'Étranger en Bretagne au Moyen Âge : présence, attitudes, perceptions*, Rennes, PUR, 2008 ; pour ne pas surcharger les notes de bas de page, nous renvoyons une fois pour toutes à ce livre essentiel et à ses indications bibliographiques.
3. BLANCHARD, René, *Lettres et mandements de Jean V, duc de Bretagne, de 1402 à 1442*, 5 vol., Nantes, 1889-1895, t. III, n° 1451, p. 38-41.
4. WEBER, Max, *Économie et société*, 2 vol., t. I, *Les Catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995 (1^{re} éd. allemande, 1922), p. 291.
5. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2964.
6. KERHERVÉ, Jean, « Récolte du goémon et pêche de la sardine sur les côtes de Bretagne au début du XVI^e siècle », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 127, 1998, p. 370 et 375, retient cette explication à propos d'une cargaison de sardines apportée par une chaloupe de Douarnenez.
7. TRÉVÉDY, Julien, « Pêcherie et sécheries de Léon et Cornouaille », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 18, 1891, p. 106.
8. Sur l'enjeu territorial des privilèges octroyés, BOCHACA, Michel, « Libourne et le commerce du sel dans la basse vallée de la Dordogne à la fin du Moyen Âge : enjeux et conflits », dans HOCQUET, Jean-Claude et SARRAZIN, Jean-Luc (éd.), *Le Sel de la baie : histoire, archéologie, ethnologie de sels atlantiques*, 2006, Rennes, PUR, p. 235-243 ; GALLICÉ, Alain, « Monoculture, pluriactivité et diversification des activités dans les zones littorales et salicoles du pays guérandais à la fin du Moyen Âge », dans *La pluriactivité, forme de gestion des risques économiques chez les sociétés littorales en Europe atlantique en Europe atlantique (XI^e-XVI^e siècle)*, à paraître.
9. FOSSIER, Robert, *Villages et villageois au Moyen Âge*, Paris, Christian, p. 65.
10. BLANCHARD, René, *Lettres...*, *op. cit.*, t. III, n° 1451, p. 38-41.
11. GALLICÉ, Alain, *Guérande...*, *op. cit.*, p. 328-329.
12. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 52, f° 11 ; B 2971 ; C 788/2, p. 18-19 ; GALLICÉ, Alain, *Guérande...*, *op. cit.*, p. 328-329.
13. BLANCHARD, René, *Cartulaire des sires de Rays, 1160-1449*, 2 vol., Poitiers, coll. « Archives du Poitou », t. 28 et 30, 1898 et 1899, n° CXCVI, pour 1383, n° CCXLII, pour 1402 ; n° CCCXXX pour 1410 ; des droits plus élevés peuvent être levés, dans le compte des dîmes de sel « desplacez par mer ou fyé de La Marchancie » la taxe est au dixième plus les frais de « rivaige et portage », soit 5 d, Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 1854, f° 57-61 v° ; il existe des sels francs, mais ils sont peu nombreux, en 1474 : sur 39 chargements il y a 3 franchises et 7 contestations, *ibidem*, B 1854 ; le 12 novembre 1486, est cité un « Havre de franchise » où se chargent sels et autres denrées en franchise, *ibidem*, B 10, f° 90 v°-98.

14. KERHERVÉ, Jean, *L'État breton aux 14^e et 15^e siècles. Les ducs, l'argent et les hommes*, 2 vol. Paris, Maloine, 1987, p. 100-101 ; SARRAZIN, Jean-Luc, « Un exemple d'urbanisation limitée : les agglomérations de la baie de Bourgneuf à la fin du Moyen Âge (XIII^e-XV^e siècle) », dans Catherine LAURENT, Bernard MERDRIGNAC, Daniel PICHOT (éd.) *Mondes de l'Ouest et villes du Monde. Regards sur les sociétés médiévales. Mélanges en l'honneur d'André Chédeville*, Rennes, PUR, p. 331.
15. SARRAZIN, Jean-Luc, « Les franchises des îles de mer du Poitou et d'Aunis à la fin du Moyen Âge », dans *L'Europe et l'Océan au Moyen Âge : contribution à l'histoire de la navigation*, congrès de la SHMES, Paris, 1988, CID, p. 79-81.
16. FAVREAU, Robert, « Le commerce du sel en Poitou à la fin du XV^e siècle », *Bulletin philologique et historique*, Paris, 1966, p. 195-197. Idem, « Les ports de la côte poitevine au XV^e siècle », *ibidem*, Paris, 1965, p. 23.
17. TOUCHARD, Henri, *Le Commerce breton à la fin du Moyen Âge*, Paris, Les Belles Lettres, 1967, p. 19-22, 154-156.
18. GALLICÉ, Alain, *Guérande...*, *op. cit.*, p. 338 et 341.
19. Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 129/28 ; TOUCHARD, Henri, *Le Commerce...*, *op. cit.*, p. 275. Dans ce texte sont cités comme pays étrangers : Prusse, Russie, Islande, Frise, Portugal, Espagne et Venise, Flandre, et Angleterre. La notion d'étrangers ici se détermine par rapport à la France et non plus du duché.
20. TOUCHARD, Jean, *Le Commerce...*, *op. cit.*, p. 125.
21. Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 198/23-28 ; MORICE, dom Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, 3 vol., Paris, 1742-1746, t. III, col. 38-40. Une commission d'enquête est ordonnée le 18 juin 1463 et siège jusqu'au 27 août.
22. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 4, f° 39 v°, 7 avril 1466.
23. TOUCHARD, Henri, *Le Commerce...*, *op. cit.*, p. 176, 214 et 216.
24. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2448, f° 11 v°-12.
25. Arch. dép. du Morbihan, E 52, p. 37.
26. BERNARD, Jacques, *Navires et gens de mer à Bordeaux (vers 1400-vers 1550)*, Paris, SEVPEN, 1968, t. III, p. 18.
27. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 12, f° 58 v° et 64 v°, 6 et 14 janvier 1490.
28. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 22, f° 221.
29. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1 Mi ec (R 1) (A), f° 35, 83, 89, 96 v°, 119, 146 v° ; (B), f° 33, 61, 129, 232, 262, 269.
30. JUSSEN, Bernhard, « Le parrainage à la fin du Moyen Âge : savoir public, attentes théologiques et usages sociaux », *Annales, ESC*, 1922/2, p. 467 et 492.
31. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 36, f° 47 v°-48, avril 1534.
32. La langue employée n'est pas précisée, le breton reste parlé dans cette zone mais le bilinguisme est avéré, GALLICÉ, Alain, *Guérande...*, *op. cit.*, p. 107-110.
33. Arch. municipales, Nantes, HH 196, pièce absente connue par un résumé.
34. Sur le port, GALLICÉ, Alain, « Les ports du pays guérandais : ligne de rivage et aménagements portuaires réalisés à la fin du Moyen Âge », dans BOCHACA, Michel et SARRAZIN, Jean-Luc (dir.), *Ports et littoraux de l'Europe atlantique : transformations naturelles et aménagements humains (XIV^e-XVI^e siècles)*, Rennes, PUR, 2007, p. 23-32 ; sur la ville GALLICÉ, Alain, *Guérande...*, *op. cit.*, p. 194-195.
35. BLANCHARD René, *Lettres...*, *op. cit.*, t. III, n° 1451, p. 38-41.

36. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 121, f° 194 v°-195 ; *ibidem*, É 75/7-8 ; MORICE, dom Hyacinthe, *Mémoires...*, op. cit., t. III, col. 237-238.
37. GALLICÉ, Alain, « L'accès aux ports du pays guérandais et à l'estuaire de la Loire à la fin du Moyen Âge et au début du XVI^e siècle », dans *Risque, sécurité et sécurisation maritimes depuis le Moyen Âge*, *Revue d'Histoire maritime*, 9, 2008, p. 147-161.
38. BLANCHARD, René, *Lettres...*, op. cit., n° 1451. Sur la bourse commune, PLANIOL, Marcel, *Histoire des institutions de la Bretagne*, 4 vol., Mayenne, 1981-1982, t. IV, p. 182.
39. TRAVERS, NICOLAS, *Histoire civile, politique et religieuse de la ville et du comté de Nantes*, 3 vol., Nantes, 1836-1841, t. II, p. 187.
40. Arch. dép. de Loire-Atlantique, E, dépôt, 38, Le Croisic, AA 2 ; *ibidem*, 14 JJ, Le Croisic, 37, f° 12-27 ; *ibidem*, C 704.
41. MOLLAT, Michel, « De la piraterie à la course réglementée (XIV^e-XV^e siècles) », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*, 1975, p. 7-25 ; GALLICÉ, Alain, « Les bavures de l'action corsaire : l'exemple du Croisic », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 109/3, 2002, p. 7-13 ; RUSSON, Marc, *Les côtes guerrières : mer, guerre et pouvoirs au Moyen Âge, France-façade océanique, XIII^e-XV^e siècle*, Rennes, PUR, p. 291-382, 411-430.
42. PORT, Étienne, « Alain Bouchard, chroniqueur breton », *Annales de Bretagne*, 36, 1924, p. 517-522.
43. BnF, ms fr. 5503, f° 161 v°-162.

RÉSUMÉS

Au Croisic, port du sel, la présence étrangère est limitée mais elle est jugée commercialement intéressante. Aussi s'efforce-t-on d'attirer les étrangers par des avantages fiscaux et en tissant des réseaux. Les parrainages et une lettre de rémission donne à penser à une certaine intégration. Cependant, la guerre donne à l'étranger originaire d'un pays avec lequel les hostilités sont engagées la condition d'ennemi justifiant une mise en défense du territoire et le recours à la force contre celui-ci, mais également contre des décisions de justice intervenant au sujet du droit de prise sur mer qui paraissent favoriser l'étranger.

In le Croisic, the port of salt, foreign presence is limited but considered as commercially interesting. So, it is tried hard to attract foreigners by fiscal advantages and by organizing networks. The sponsorings and a letter of pardon suggest a certain integration. However, the native of a country with which one is at war becomes an enemy. This justifies the protection of the territory and the use of force against the foreigner, as well as against decisions of justice about the right of capture at sea which seem to give him an unfair advantage.

INDEX

Index chronologique : Moyen Âge

Thèmes : Le Croisic

AUTEUR

ALAIN GALLICÉ

Docteur en histoire médiévale chercheur associé au Centre de Recherche en Histoire
Internationale et Atlantique – EA 1163